Patrick Martin sur BFM TV : « Les entreprises sont essentielles à la bonne marche du pays »

Publié le 1 octobre 2025

Invité de BFM TV le 29 septembre, Patrick Martin est revenu sur le grand meeting que le Medef organise à l'Accor Arena le 13 octobre prochain, au cours duquel sera réaffirmé le rôle fondamental des entreprises pour la croissance et la cohésion sociale et pour demander au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour qu'elles puissent continuer à remplir ce rôle. Il a également réaffirmé la nécessité de baisser la dépense publique.

Sur la manifestation du 13 octobre prochain

« *Cette manifestation est ouverte à tous, sans exclusive, sans esprit de pré carré ou de chapelle. Il y a une attente assez généralisée quelle que soit la taille de l'entreprise, quel que soit le secteur d'activité et quelle que soit la géographie. (…) Il y a de l'inquiétude au regard de la conjoncture. Il y a ici et là de l'incompréhension et on voit émerger de la colère. Il y aura des artisans, il y aura des petits commerçants au même titre qu'il y aura des dirigeants d'entreprises de taille intermédiaire, de PME, de grands groupes. (…) Nous ne sommes pas là pour défendre 1000-2000 entreprises, mais pour défendre l'entrepreneuriat en France, revendiquer avec beaucoup de fierté ce que nous sommes, c'est-à-dire des contributeurs essentiels à la bonne marche du pays. Et puis, nous les entreprises, nous sommes un facteur de cohésion sociale. Je les cherche, les facteurs de cohésion sociale par ailleurs. (…) Le débat public, le débat politique, s'égare complètement actuellement. On ne parle plus des vrais sujets, on ne parle plus de croissance, on ne parle même plus d'emploi, on ne parle plus de compétitivité, on ne parle plus de concurrence internationale, on ne parle pas d'innovation, on ne parle même pas d'inclusion. Le débat est calé au fiscal autour de propositions complètement lunaires. Ce meeting n'est pas contre le gouvernement, contre le Premier ministre. Il n'est pas contre qui que ce soit. Il est pour qu'on affirme que les entreprises sont essentielles à la bonne marche du pays. (…) Il n'y a pas besoin d'être un grand expert pour observer que dans tous les pays du monde, tous les gouvernements, y compris socialistes, prennent des mesures pour soutenir leurs entreprises. A un moment donné, il faut remettre l'église au milieu du village.* »

Sur le débat public et les prétendus cadeaux aux entreprises

« *Tous les débats actuels nous paraissent totalement lunaires et nous inquiètent parce que la conjoncture se dégrade. Ce qui nous intéresse, c'est de savoir si ce pays va réussir ou pas. (…) C'est quoi donner aux entreprises ? Si c'est donner aux 2 millions de Français qui ont trouvé un emploi depuis lors je dis que c'est très bien de donner aux entreprises. Mais il y a ce biais délibéré qui consiste à dire que tout est allé dans la poche des actionnaires. Je vous renvoie à l'accord que nous avons signé avec les syndicats sur le partage de la valeur qui prend acte du fait que le partage de la valeur, y compris au bénéfice des salariés, est un des plus équitables du monde et ne s'est pas déformé au fil des ans au bénéfice des actionnaires. Je m'insurge contre cette captation du débat public autour d'idées qui sont fausses, qui ne correspondent pas à des réalités. Nous, entrepreneurs, nous voulons dire que le pays s'égare sur une mauvaise voie et qu'à la fin ça pénalisera peut-être des entreprises, ça pénalisera peut-être des actionnaires, mais ça pénalisera l'emploi et le pays. (…) En ce moment, nos entreprises ont besoin d'investir. Cela fait plus de 2 ans que les entreprises françaises sous-investissent. Si on n'investit pas sur le digital, si on n'investit pas sur la décarbonation, si on n'investit pas sur les compétences et la formation, le pays va se déclasser. (…) Les aides aux entreprises, cela amalgame selon l'expression de François Bayrou, « des carottes et des sèche-cheveux ». Dans les 211 milliards d'aides, il y a des aides aux consommateurs. Les consommateurs ne sont pas les*

entreprises jusqu'à preuve du contraire. Ces aides pour moi sont des compensations et quel que soit le chiffrage auquel on aboutit, les entreprises françaises restent les plus taxées au monde. (...) On peut supprimer certains dispositifs, à condition de compenser. (...) La contribution des entreprises passe par la croissance. Donc tout ce qui pourra être fait et qui viendra ralentir encore une croissance qui est sur le fil du rasoir n'aidera pas l'économie Nous sommes là pour créer de la richesse, de la prospérité, de l'emploi. »

Sur les prélèvements obligatoires et la dépense publique

« *On tombe tous, moi y compris, dans le même panneau. Il faut continuer à augmenter les prélèvements obligatoires en France, le pays le plus taxé au monde. Si cela marchait d'augmenter les prélèvements obligatoires, on aurait une croissance phénoménale, on aurait le plein emploi, on aurait une balance commerciale excédentaire. Il faut améliorer l'efficience de la dépense publique et le niveau de la dépense publique, qu'elle soit celle de l'Etat, de la sphère sociale ou des collectivités locales. Je suis parfaitement conscient qu'en première ligne dans l'enseignement, dans la santé, dans la sécurité en particulier, il y a des postes vacants et je le dis sans aucun état d'âme, sans aucune hésitation, des gens qui ne sont pas suffisamment payés, mais derrière parce que l'Etat, parce que les collectivités locales, parce que le système de santé n'ont pas fait les efforts de digitalisation, d'optimisation de leur fonctionnement, il y a des centaines de milliers de fonctionnaires qui n'ont pas de valeur ajoutée et qui coûtent très cher. Des gens qui contrôlent des contrôleurs, c'est quand même hallucinant. On a une administration de l'administration qui est pléthorique et d'ailleurs, il suffit de faire des comparaisons avec des pays voisins qui ont en particulier des régimes sociaux qui se comparent parfois avantageusement aux nôtres et qui n'ont pas tous ces effectifs et les solutions existent. Et les solutions, ce n'est pas un bain de sang. Quand on parle de non-remplacement, je pense que tout le monde comprend bien que ce ne sont pas des licenciements. Il faut d'abord installer dans la tête de tous nos concitoyens qui, à vrai dire sans trop se l'avouer, le savent, que le régime est à bout de souffle et ne se financent plus. On a 25 milliards de déficit social en France, dont 15 milliards sur l'assurance maladie. Bon, donc il faut des économies de fonctionnement, mais il faut également une meilleure responsabilisation des patients.* »

>> Revoir l'interview sur le site de BFM TV